

## Brexit : « Les critiques adressées à l'Union ne sont que la déclinaison de celles formulées à l'endroit des autorités nationales »

LE MONDE IDEES | 30.06.2016 à 15h26



A Londres, le 28 juin 2016. JUSTIN TALLIS/AFP

**Par Olivier Costa, directeur d'études au Collège d'Europe**

Le référendum sur le « Brexit » est la dernière illustration en date du divorce entre les classes populaires et l'intégration européenne. Les citoyens britanniques les moins favorisés socialement et économiquement, les petits retraités et les habitants des campagnes ont largement voté pour la sortie de l'Union, tandis que ceux des classes plus aisées, les étudiants et les urbains, ont majoritairement réclamé le maintien. Cette structuration du vote entre « perdants » et « gagnants » de l'intégration européenne – et plus largement des évolutions du monde contemporain – n'est pas nouvelle ; elle était déjà manifeste lors des référendums sur le traité de Maastricht, en 1992. Dans les années 1960 et 1970, elle était plus latente, mais les citoyens étaient peu mobilisés par l'enjeu. Les évolutions de l'intégration européenne, sa montée en puissance, l'ambition d'en développer la dimension politique ont rendu nécessaire une plus grande implication des citoyens, qui a révélé le désamour d'une partie d'entre eux pour la chose européenne.

La situation socio-économique des citoyens n'est, bien entendu, pas le seul déterminant de leur attitude vis-à-vis de l'intégration européenne. Des facteurs plus politiques sont à l'œuvre : il existe, à droite comme à gauche, un rejet des atteintes à la souveraineté des Etats, et une dénonciation du tropisme libéral de l'Union. Le débat sur le « Brexit » a aussi montré que le rejet de l'étranger engendre celui de l'Union. Il existe enfin des déterminants...